

Financement-Québec

Rapport d'activités

2009-2010

Rapport d'activités 2009-2010
Financement-Québec

Dépôt légal – Octobre 2010
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-2-550-59237-2 (Imprimé)
ISBN 978-2-550-59238-9 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2010

TABLE DES MATIÈRES

LETTRE AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	5
LETTRE AU MINISTRE.....	7
PROFIL DE FINANCEMENT-QUÉBEC	9
EXERCICE FINANCIER EN BREF	10
OBJECTIFS POURSUIVIS	11
FINANCEMENT DES ORGANISMES.....	14
EMPRUNTS SUR LES MARCHÉS EN 2009-2010	18
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE	22
RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ.....	22
DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	23
RAPPORT DE LA DIRECTION	25
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR.....	26
ÉTATS FINANCIERS	27
LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES MEMBRES DE LA DIRECTION DE FINANCEMENT-QUÉBEC	38
ANNEXE – CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE	39

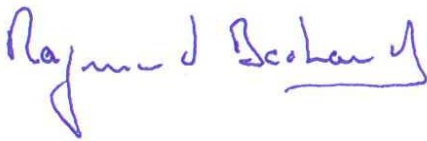
Québec, le 9 août 2010

Monsieur Yvon Vallières
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités et les états financiers de Financement-Québec pour l'exercice financier débutant le 1^{er} avril 2009 et se terminant le 31 mars 2010.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Raymond Bachand

p. j.

Québec, le 30 juin 2010

Monsieur Raymond Bachand
Ministre des Finances
12, rue Saint-Louis, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 5L3

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport d'activités et les états financiers 2009-2010 de Financement-Québec.

Ce rapport et ces états financiers ont été préparés conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi sur Financement-Québec (L.R.Q., c. F-2.01) et reflètent les activités réalisées au cours de l'exercice financier 2009-2010, soit du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président du conseil,


Bernard Turgeon

p. j.

c. c. M. Gilles Paquin, sous-ministre des Finances

PROFIL DE FINANCEMENT-QUÉBEC

Financement-Québec (la « Société ») a été instituée par la Loi sur Financement-Québec (L.R.Q., c. F-2.01) entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1999. La Société a pour mission principale d'offrir des services financiers aux organismes publics admissibles, notamment en leur accordant des prêts. Sa clientèle comprend les établissements des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, dont les commissions scolaires, les cégeps, les universités et les hôpitaux. Au 31 mars 2010, l'encours des prêts de Financement-Québec s'élevait à 16,9 milliards de dollars.

Au cours de l'exercice financier 2009-2010, Financement-Québec a émis avec succès des emprunts à long terme totalisant 3,3 milliards de dollars sur les marchés financiers. Au 31 mars 2010, l'encours des emprunts de Financement-Québec s'élevait à 16,5 milliards de dollars et l'encours des avances du fonds consolidé du revenu se chiffrait à 0,2 milliard de dollars.

EXERCICE FINANCIER EN BREF**ACTIVITÉS**

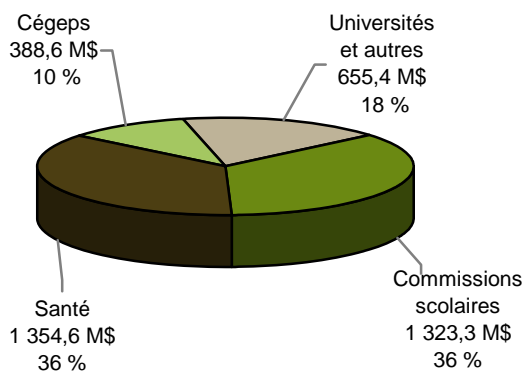
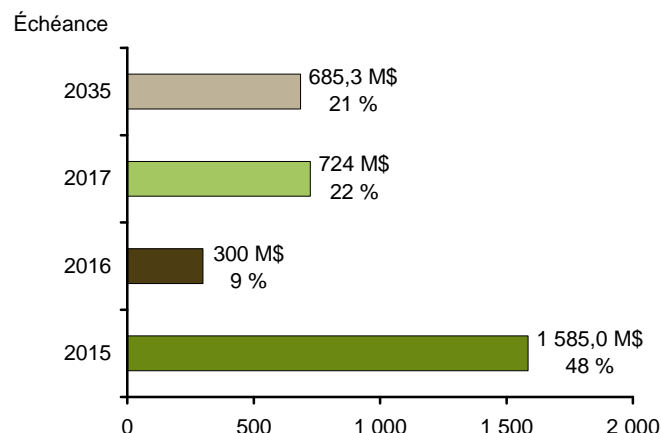
	2009-2010	2008-2009
Prêts à long terme consentis (M\$)	3 721,9	2 859,0
Nombre de prêts	270	275
Nombre de clients	160	185
Prêts à court terme consentis (M\$)	4 949,0	2 706,8
Nombre de prêts	332	141
Nombre de clients	222	4
Emprunts à long terme réalisés (M\$)	3 294,3	2 698,0
Nombre d'emprunts	21	13

RÉSULTATS FINANCIERS

	2009-2010	2008-2009
Bénéfice net (M\$)	45,5	20,6

ÉTAT DE LA SITUATION

	31 mars 2010			31 mars 2009
	Long terme	Court terme	Total	
Encours des prêts (M\$)	15 346,4	1 504,1	16 850,5	14 288,8
Nombre de prêts	2 053	267	2 320	2 052
Nombre de clients	306	224	332	307
Encours des placements temporaires	0,0	0,0	0,0	369,4
Encours des avances (M\$)	209,6	0	209,6	602,0
Encours des emprunts (M\$)	15 022,2	1 460,1	16 482,3	13 954,1
Total des avances et des emprunts (M\$)	15 231,8	1 460,1	16 691,9	14 556,1

**RÉPARTITION DES PRÊTS À LONG TERME
RÉALISÉS EN 2009-2010**
Total : 3 721,9 M\$

**RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE DES EMPRUNTS
À LONG TERME RÉALISÉS EN 2009-2010**
Total : 3 294,3 M\$

OBJECTIFS POURSUIVIS

Dans le cadre de sa mission, Financement-Québec poursuit quatre objectifs principaux. Cette section a pour objet de permettre une meilleure appréciation de la contribution des activités de Financement-Québec à la réalisation de ses objectifs.

Premier objectif : Minimiser les coûts de financement de l'ensemble des organismes des réseaux

Financement-Québec consent des prêts à long terme aux commissions scolaires, aux cégeps, aux universités ainsi qu'aux établissements et institutions régionales du réseau de la santé et des services sociaux. Compte tenu de la garantie inconditionnelle du gouvernement du Québec dont bénéficient ses emprunts, la Société permet à ses clients d'accéder à des possibilités de financement qui autrement leur seraient inaccessibles. Le recours à différents marchés par l'intermédiaire de Financement-Québec permet de diminuer l'offre sur le marché québécois visant spécifiquement le marché au détail où sont émis les titres des municipalités et, par conséquent, de réduire les coûts de financement de ces émetteurs.

De plus, un service de prêts à court terme est offert aux commissions scolaires, aux cégeps, aux universités ainsi qu'aux établissements et institutions régionales du réseau de la santé et des services sociaux qui ne peuvent emprunter aux conditions prévues au Règlement sur les emprunts effectués par un organisme (le « Règlement »). Le Règlement stipule que le taux d'intérêt applicable au financement temporaire ne peut excéder le taux des acceptations bancaires canadiennes majoré de 0,30 %. La majorité des organismes réalisent leur financement à des niveaux inférieurs ou égaux à ce que prévoit le Règlement, et le font auprès des institutions financières.

Les économies associées au processus de financement regroupé sont constituées notamment d'économies directes d'intérêts et de frais d'émission pour les organismes qui empruntent auprès de Financement-Québec.

Deuxième objectif : Offrir un service de qualité à la clientèle

À l'écoute des besoins de sa clientèle, Financement-Québec apporte des améliorations aux processus de financement existants, met en place de nouveaux services adaptés et collabore avec certains organismes à l'évaluation et à la négociation de financements traditionnels ou structurés.

Simplifier la réalisation des financements des organismes

Le ***financement à long terme*** peut prendre la forme de prêts sur billet ou d'obligations. L'institution de régimes d'emprunts par la clientèle de Financement-Québec s'est poursuivie en 2009-2010. Les régimes d'emprunts permettent d'alléger le processus de financement à long terme des organismes qui s'en prévalent. Plus précisément, le régime d'emprunts permet la délégation, à deux dirigeants, du pouvoir d'approuver les conditions et les modalités de transactions financières subventionnées, et ce, selon des balises déterminées, comme le montant maximum pouvant être emprunté, la période de validité du régime et les limites à l'égard des taux d'intérêt applicables aux emprunts.

Le recours aux régimes d'emprunts a été privilégié pour 99,6 % des transactions de financement à long terme effectuées en 2009-2010 (comparativement à 95,6 % en 2008-2009).

Le ***financement à court terme*** peut prendre la forme de prêts sur billet ou de marges de crédit. Le processus administratif et la documentation requise sont réduits au minimum afin de pouvoir respecter des délais de réalisation restreints.

Adapter les conditions des prêts aux besoins de la clientèle

Les conditions des prêts sont adaptées aux besoins des organismes emprunteurs ou des ministères visés.

Troisième objectif : Assurer une gestion adéquate des risques financiers**Risque de crédit des emprunteurs**

Les organismes des réseaux bénéficient d'une subvention permettant le remboursement du service de la dette de leurs emprunts. Financement-Québec exige généralement que cette subvention soit assortie d'une hypothèque mobilière sans dépossession en sa faveur, en garantie du remboursement des prêts qu'elle consent.

Risque de change

La politique de gestion du risque de change consiste à n'encourir aucun risque de cette nature. Ainsi, à la date d'émission, les emprunts réalisés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens à l'aide de conventions d'échange de devises.

Risque de taux d'intérêt

Financement-Québec gère son risque de taux d'intérêt par l'utilisation de méthodes de gestion d'appariement, comme celles utilisées par les institutions financières pour leurs activités d'intermédiation, et limite ainsi l'exposition de ses éléments d'actif et de passif aux fluctuations des taux d'intérêt.

Quatrième objectif : Assurer l'autofinancement et l'efficacité des opérations

Financement-Québec doit assurer son autofinancement tout en offrant les meilleures conditions de financement à sa clientèle. Pour ce faire, elle doit maintenir une tarification adéquate et concurrentielle pour ses produits et services. Elle doit également optimiser ses processus opérationnels afin de minimiser ses coûts de fonctionnement.

Afin de limiter à l'essentiel les ressources requises par la Société, une entente conclue avec le ministère des Finances lui permet de bénéficier d'un soutien, contre rétribution, pour les services suivants :

- négociation, réalisation, comptabilisation et règlement des emprunts et des produits dérivés;
- gestion des prêts aux organismes et suivi;
- gestion des ressources humaines et matérielles.

FINANCEMENT DES ORGANISMES

Financement à court terme

Au cours de l'exercice financier 2009-2010, Financement-Québec a consenti 332 prêts à court terme aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, pour une somme de 4 949,0 millions de dollars.

Ce montant inclut une première portion de financement temporaire se destinant aux organismes du réseau de la santé et des services sociaux totalisant 1,135 milliard de dollars, qui a été transférée de la Corporation d'hébergement du Québec à Financement-Québec le 1^{er} novembre 2009

Au 31 mars 2010, l'encours des prêts à court terme s'élève à 1 504,1 millions de dollars et se répartit comme suit :

- 84 % à des organismes du réseau de la santé et des services sociaux;
- 11 % à des commissions scolaires;
- 5 % à des universités.

	Billets à taux flottant	Prêts à court terme	Marge de crédit	Total	%
Commissions scolaires	0,0	100,0	66,0	166,0	11,0
Cégeps	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1
Universités et autres	0,0	66,4	9,4	75,8	5,0
Santé et services sociaux	849,4	412,7	0,0	1 262,1	83,9
Total	849,4	579,1	75,6	1 504,1	100,0

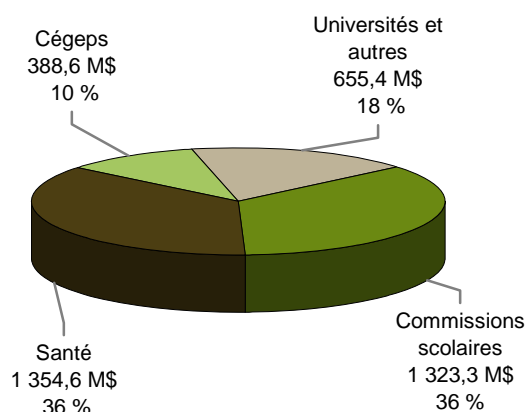
Financement à long terme

Prêts à long terme de Financement-Québec en 2009-2010

Au cours de l'exercice financier 2009-2010, Financement-Québec a consenti 270 prêts à long terme aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, pour une somme de 3 721,9 millions de dollars.

RÉPARTITION DES PRÊTS À LONG TERME RÉALISÉS EN 2009-2010

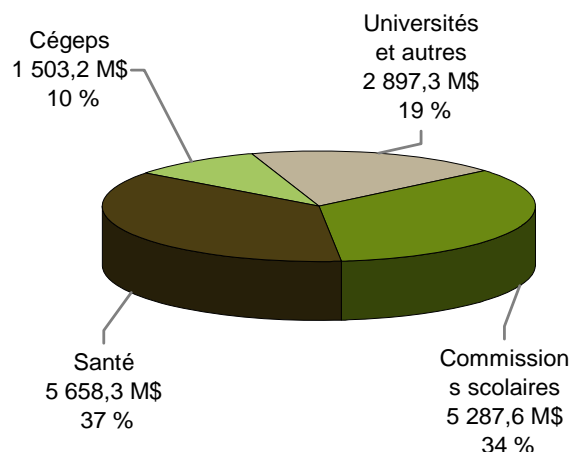
Les prêts à long terme consentis aux établissements du réseau de la santé et des services sociaux et ceux consentis aux commissions scolaires représentent chacun 36 % des prêts accordés en 2009-2010.



Encours des prêts à long terme de Financement-Québec au 31 mars 2010

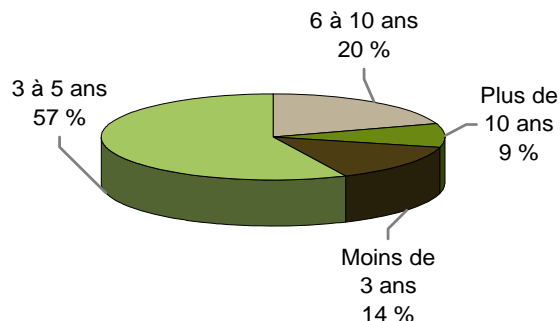
RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS À LONG TERME AU 31 MARS 2010

Au 31 mars 2010, le portefeuille de prêts à long terme de Financement-Québec totalise 15 346,4 millions de dollars, dont 37 % ont été consentis au réseau de la santé et des services sociaux et 63 % au réseau de l'éducation.



Échéance des prêts à long terme de Financement-Québec

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE DE L'ENCOURS DES PRÊTS À LONG TERME AU 31 MARS 2010



Au 31 mars 2010, l'échéance moyenne des prêts à long terme est de 5,6 ans.

Émissions d'obligations réalisées au nom des organismes en 2009-2010

Parallèlement aux prêts consentis par Financement-Québec, le ministère des Finances peut émettre des obligations au nom des organismes des réseaux en leur nom propre. En 2009-2010, aucune émission d'obligations n'a été effectuée.

Prêts aux municipalités

La Société consentira des prêts aux municipalités dans le cadre du programme de prêts pour les infrastructures municipales liées à l'habitation résidentielle. Ce programme fédéral, découlant du Plan d'action économique du Canada, met à la disposition des municipalités canadiennes, jusqu'au 31 mars 2011, 2 milliards de dollars sous forme de prêts à taux d'intérêt réduit. Au 31 mars 2010, le montant total dont pourront se prévaloir les municipalités québécoises n'est pas déterminé puisque les prêts seront consentis à l'échelle canadienne selon le principe du premier arrivé premier servi, et sous réserve de l'admissibilité des projets au programme. En conséquence, aucune estimation n'a été inscrite au rapport d'activités à l'égard des montants qui seront prêtés en vertu de ce programme.

Les gouvernements du Canada et du Québec ont approuvé, en février 2010, une entente, en vertu de laquelle la mise en œuvre de ce programme sera assurée au Québec par Financement-Québec qui contractera des emprunts auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et, par la suite, prêtera les sommes ainsi obtenues aux municipalités. Les conditions et modalités des prêts consentis aux municipalités par la Société seront les mêmes que celles des emprunts réalisés pour ce faire. En conséquence, ces prêts n'auront aucun effet sur la marge nette d'intérêts de Financement-Québec. Par ailleurs, la SCHL compensera les frais administratifs engagés par la Société.

Au cours de l'exercice financier 2009-2010, aucune transaction n'a été réalisée.

**SOMMAIRE DES FINANCEMENTS À LONG TERME
RÉALISÉS EN 2009-2010**
(en millions de dollars)⁽¹⁾

	Montant	Montant moyen	Nombre de prêts
A- Prêts consentis par Financement-Québec			
• Commissions scolaires	1 323,3	11,2	118
• Cégeps	388,6	11,4	34
• Universités et autres	655,4	34,5	19
• Santé et services sociaux	1 354,6	13,7	99
Sous-total	3 721,9	13,8	270
B- Émissions d'obligations réalisées par des établissements en leur nom propre	0,0	0,0	0,0
Financement total (A + B)	3 721,9	13,8	270

Note : Les montants de ce tableau correspondent aux valeurs de réalisation, soit la valeur nominale majorée de la prime ou réduite de l'escompte à l'émission.

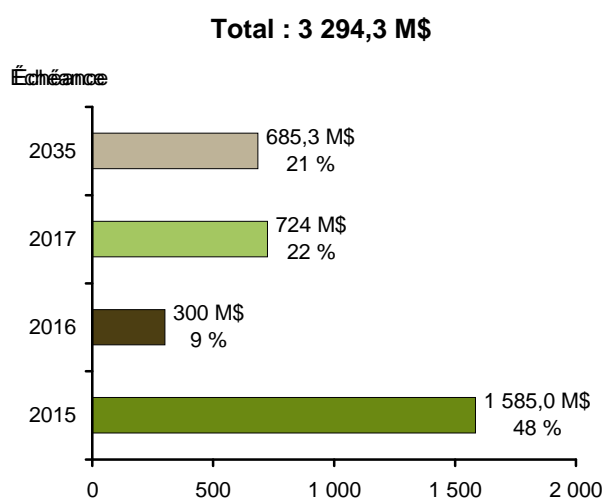
(1) Sauf pour les nombres.

EMPRUNTS SUR LES MARCHÉS EN 2009-2010

Les emprunts à long terme émis en 2009-2010 totalisent 3 294,3 millions de dollars en valeur nominale, soit 3 318,3 millions de dollars à la valeur de réalisation. La valeur de réalisation correspond à la valeur nominale majorée de la prime ou réduite de l'escompte à l'émission. Ces emprunts ont tous été réalisés sur le marché canadien.

Parmi les emprunts émis en 2009-2010, 48 % viendront à échéance en 2015, 9 % en 2016, 22 % en 2017 et 21 % en 2035.

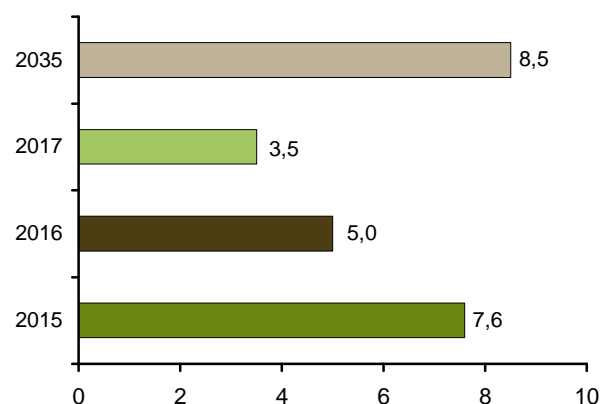
RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE DES EMPRUNTS À LONG TERME RÉALISÉS EN 2009-2010



Écart de rendement en points de base⁽¹⁾

(1) Un point de base correspond à 0,01 %.

ÉCARTS DE RENDEMENT MOYENS À L'ÉMISSION ENTRE LES TITRES DE FINANCEMENT-QUÉBEC ET LES TITRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ÉMIS EN 2009-2010



Les écarts de rendement moyens à l'émission entre les titres de Financement-Québec et les titres du gouvernement du Québec émis en 2009-2010 ont été de 7,6 points de base dans le cas des titres venant à échéance en 2015, de 5,0 points de base dans le cas des titres venant à échéance en 2016, de 3,5 points de base dans le cas des titres venant à échéance en 2017 et de 8,5 points de base dans le cas des titres venant à échéance en 2035.

L'écart de rendement moyen pondéré par la valeur nominale des émissions correspondait à 6,6 points de base.

Les sources de financement à long terme sont constituées d'emprunts à long terme, d'emprunts temporaires et de sources internes. Les sources internes de financement correspondent aux remboursements de capital annuels nets sur les prêts encaissés par Financement-Québec et servent à effectuer de nouveaux prêts.

En 2009-2010, les sources de financement à long terme se détaillent comme suit :

- 3 318,3 millions de dollars résultant des emprunts à long terme réalisés;
- 403,6 millions de dollars provenant de sources internes.

Ces sources de financement ont permis de consentir des prêts pour un total de 3 721,9 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2009-2010.

SOURCES ET UTILISATION DES FONDS EN 2009-2010

(en millions de dollars)

Sources de financement	
• Emprunts à long terme	3 318,3
• Sources internes	403,6
TOTAL	3 721,9
Utilisation des fonds	
• Prêts aux organismes	3 721,9
TOTAL	3 721,9

EMPRUNTS À LONG TERME RÉALISÉS EN 2009-2010

Montant encaissé en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽¹⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur ⁽²⁾	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(M\$)	(M)	(%)				(%)
27,9	–	Variable ⁽⁴⁾	1 ^{er} avril 2009	1 ^{er} décembre 2014	93,147	Variable ⁽⁴⁾
23,3	–	Variable ⁽⁴⁾	1 ^{er} avril 2009	1 ^{er} décembre 2014	93,147	Variable ⁽⁴⁾
504,8	–	3,25	6 avril 2009	1 ^{er} juin 2014	100,959	3,047
69,3	–	Variable ⁽⁴⁾	7 avril 2009	1 ^{er} décembre 2014	92,393	Variable ⁽⁴⁾
505,4	–	3,25	29 avril 2009	1 ^{er} juin 2014	101,090	3,017
28,7	–	Variable ⁽⁴⁾	20 mai 2009	1 ^{er} décembre 2014	95,570	Variable ⁽⁴⁾
9,6	–	Variable ⁽⁴⁾	26 mai 2009	1 ^{er} décembre 2014	95,577	Variable ⁽⁴⁾
28,7	–	Variable ⁽⁴⁾	28 mai 2009	1 ^{er} décembre 2014	95,683	Variable ⁽⁴⁾
96,8	–	5,25	1 ^{er} juin 2009	1 ^{er} juin 2034	96,823	5,485
19,5	–	5,25	5 juin 2009	1 ^{er} juin 2034	97,447	5,438
29,4	–	5,25	9 juin 2009	1 ^{er} juin 2034	97,888	5,405
24,4	–	Variable ⁽⁴⁾	5 août 2009	1 ^{er} décembre 2014	97,501	Variable ⁽⁴⁾
9,7	–	Variable ⁽⁴⁾	5 août 2009	1 ^{er} décembre 2014	97,501	Variable ⁽⁴⁾
97,5	–	Variable ⁽⁴⁾	14 août 2009	1 ^{er} décembre 2014	97,513	Variable ⁽⁴⁾
244,8	–	Variable ⁽⁴⁾	23 septembre 2009	1 ^{er} décembre 2014	97,915	Variable ⁽⁴⁾
319,3	–	4,25	4 décembre 2009	1 ^{er} décembre 2015	106,419	3,069
149,2	–	5,25	17 décembre 2009	1 ^{er} juin 2034	103,633	4,991
34,2	–	5,25	17 décembre 2009	1 ^{er} juin 2034	103,633	4,991
48,7	–	5,25	17 décembre 2009	1 ^{er} juin 2034	103,633	4,991
25,9	–	5,25	17 décembre 2009	1 ^{er} juin 2034	103,633	4,991
13,0	–	5,25	17 décembre 2009	1 ^{er} juin 2034	103,633	4,991
10,9	–	5,25	17 décembre 2009	1 ^{er} juin 2034	103,633	4,991
10,4	–	5,25	17 décembre 2009	1 ^{er} juin 2034	103,633	4,991
498,7	–	3,50	23 février 2010	1 ^{er} décembre 2016	99,733	3,544
75,0	–	Variable ⁽⁴⁾	2 mars 2010	2 juin 2016	100,000	Variable ⁽⁴⁾
4,0	–	Variable ⁽⁴⁾	2 mars 2010	2 juin 2016	100,000	Variable ⁽⁴⁾
25,0	–	Variable ⁽⁴⁾	2 mars 2010	2 juin 2016	100,000	Variable ⁽⁴⁾
15,0	–	Variable ⁽⁴⁾	2 mars 2010	2 juin 2016	100,000	Variable ⁽⁴⁾
5,0	–	Variable ⁽⁴⁾	2 mars 2010	2 juin 2016	100,000	Variable ⁽⁴⁾
5,0	–	Variable ⁽⁴⁾	2 mars 2010	2 juin 2016	100,000	Variable ⁽⁴⁾
5,0	–	Variable ⁽⁴⁾	2 mars 2010	2 juin 2016	100,000	Variable ⁽⁴⁾
50,0	–	Variable ⁽⁴⁾	2 mars 2010	2 juin 2016	100,000	Variable ⁽⁴⁾
20,0	–	Variable ⁽⁴⁾	10 mars 2010	2 juin 2016	99,998	Variable ⁽⁴⁾

Montant encaissé en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽¹⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur ⁽²⁾	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(M\$)	(M)	(%)				(%)
20,0	–	Variable ⁽⁴⁾	12 mars 2010	2 juin 2016	99,997	Variable ⁽⁴⁾
120,5	–	5,25	12 mars 2010	1 ^{er} juin 2034	104,343	4,940
20,3	–	5,25	12 mars 2010	1 ^{er} juin 2034	104,343	4,940
23,5	–	5,25	12 mars 2010	1 ^{er} juin 2034	104,343	4,940
39,9	–	5,25	12 mars 2010	1 ^{er} juin 2034	104,343	4,940
36,5	–	5,25	12 mars 2010	1 ^{er} juin 2034	104,343	4,940
20,9	–	5,25	12 mars 2010	1 ^{er} juin 2034	104,343	4,940
1,6	–	5,25	12 mars 2010	1 ^{er} juin 2034	104,343	4,940
1,0	–	5,25	12 mars 2010	1 ^{er} juin 2034	104,343	4,940

3 318,3

- (1) Intérêts payables semestriellement à moins d'indication contraire.
(2) Le prix à l'investisseur correspond à un prix en dollars pour 100 dollars de valeur nominale.
(3) Le rendement à l'investisseur est présenté sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Les intérêts sont payables trimestriellement.

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Financement-Québec s'est donné des exigences élevées d'honnêteté et de conduite qui doivent être respectées par les membres de son conseil d'administration ainsi que par les membres de sa direction et de son personnel en vue d'assurer une gestion efficace et transparente de ses biens. À cette fin, le conseil d'administration de Financement-Québec a adopté un code d'éthique et de déontologie le 29 février 2000, qu'il a modifié le 20 mars 2008.

Depuis l'adoption de ce code, aucun manquement à ses règles et principes n'a été constaté. En conséquence, aucune décision n'a été prise en cette matière. Conformément à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), le code d'éthique et de déontologie est publié en annexe de ce rapport.

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Conformément à la décision du Conseil du trésor du 26 juin 2001 (C.T. 196746), Financement-Québec rend public le traitement de ses dirigeants.

Le président du conseil d'administration et président-directeur général ainsi que la vice-présidente du conseil d'administration, vice-présidente exécutive et secrétaire du conseil d'administration ne reçoivent pas de rémunération pour leurs fonctions à Financement-Québec. Ces deux personnes sont rémunérées par le ministère des Finances pour les postes qu'elles y occupent.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Financement-Québec a adopté, le 17 juin 2009, son Plan d'action de développement durable (2009-2013) (Plan).

Ce Plan comporte les objectifs gouvernementaux suivants :

1. Objectif gouvernemental 1 : Promouvoir la démarche de développement durable par des mesures de sensibilisation et de formation de personnel;
2. Objectif gouvernemental 6 : Favoriser l'application de pratiques concrètes de gestion environnementale et d'acquisitions écoresponsables;
3. Objectif gouvernemental 17 : Transmettre aux générations futures des finances publiques en santé.

Objectif gouvernemental 1 :

Financement-Québec a une entente de services avec le ministère des Finances. Ainsi, Financement-Québec a collaboré au cours de l'année 2009-2010, avec les moyens élaborés au ministère des Finances, à des activités de sensibilisation de ses employés.

Objectif gouvernemental 6 :

Financement-Québec a commencé des travaux de révision de la documentation financière afin d'augmenter l'utilisation des nouvelles technologies. Environ 50 % des travaux ont été complétés. Ces travaux visent à réduire la quantité de papier utilisé pour la documentation des transactions de prêts de Financement-Québec avec sa clientèle.

Financement-Québec contribue également aux actions du ministère des Finances pour les achats écoresponsables, l'utilisation minimale du papier, la réduction de la consommation d'énergie, le réemploi et le recyclage des ressources.

Objectif gouvernemental 17 :

Financement-Québec a complété avec sa clientèle l'implantation des nouvelles dispositions de la Loi sur l'administration financière et de ses règlements d'application. Financement-Québec, de par sa mission, est impliquée dans un processus continu d'aide et de services à sa clientèle en relation avec l'encadrement des transactions financières introduites par les modifications législatives précitées.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de Financement-Québec ont été dressés par la direction de la Société qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

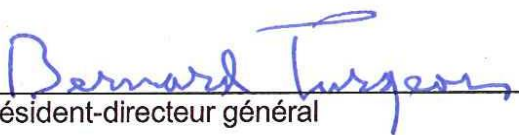
La direction de la Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires de la Société conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction de la Société s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.



Vice-présidente exécutive



Président-directeur général

Québec, le 1^{er} juin 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

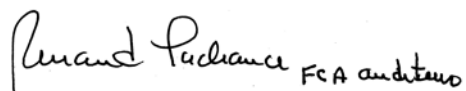
Au ministre des Finances,

J'ai vérifié l'état de la situation financière de Financement-Québec au 31 mars 2010 et l'état des résultats et de l'excédent cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., c. V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 1^{er} juin 2010

ÉTATS FINANCIERS**Résultats et excédent cumulé
de l'exercice terminé le 31 mars 2010**

(en milliers de dollars)


	2010	2009
PRODUIT NET D'INTÉRÊTS		
Intérêts sur prêts	644 928	643 229
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	139	591
Intérêts sur emprunts et avances	(611 665)	(664 163)
Amortissement des escomptes et primes sur emprunts et avances	(1 935)	3 708
Intérêts sur placements temporaires	2 524	28 850
	<u>33 991</u>	<u>12 215</u>
AUTRES OPÉRATIONS		
Frais d'émission nets imputés aux emprunteurs	8 899	6 554
Frais d'administration imputés aux emprunteurs	3 726	2 865
	<u>12 625</u>	<u>9 419</u>
	<u>46 616</u>	<u>21 634</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements, salaires et allocations	669	571
Services professionnels, administratifs et autres	203	21
Entente de services avec le Fonds de financement	231	372
Autres	46	56
	<u>1 149</u>	<u>1 020</u>
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	45 467	20 614
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	104 859	84 245
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	150 326	104 859

État de la situation financière
Au 31 mars 2010
(en milliers de dollars)

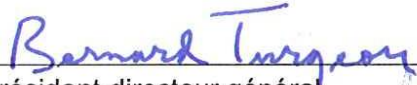
	2010	2009
ACTIF		
Prêts (note 3)	16 850 464	14 288 807
Intérêts courus sur prêts	177 235	181 887
	<u>17 027 699</u>	<u>14 470 694</u>
Encaisse	8	48
Placements temporaires (note 4)	—	369 364
Créances	819	848
	<u>17 028 526</u>	<u>14 840 954</u>
PASSIF		
Emprunts (note 5)	16 482 266	13 954 105
Avances du fonds consolidé du revenu (note 6)	209 573	602 005
Intérêts courus sur emprunts et avances	174 756	168 116
Charges à payer	981	715
Produits reportés	624	1 154
	<u>16 868 200</u>	<u>14 726 095</u>
Actif net		
Capital-actions (note 8)	100	100
Surplus d'apport	9 900	9 900
Excédent cumulé	150 326	104 859
	<u>17 028 526</u>	<u>14 840 954</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Vice-présidente exécutive



Président-directeur général

**Flux de trésorerie
de l'exercice terminé le 31 mars 2010**
(en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	45 467	20 614
Ajustements pour :		
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	(139)	(591)
Amortissement des escomptes et primes sur emprunts et avances	1 935	(3 708)
	<u>47 263</u>	<u>16 315</u>
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation :		
Intérêts courus sur prêts	4 652	3 847
Créances	29	(57)
Intérêts courus sur emprunts et avances	6 640	(4 708)
Charges à payer	266	352
Produits reportés	(530)	(94)
	<u>11 057</u>	<u>(660)</u>
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	<u>58 320</u>	<u>15 655</u>
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Prêts	(8 672 677)	(5 565 793)
Remboursements de prêts	6 111 159	4 675 328
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de placement	<u>(2 561 518)</u>	<u>(890 465)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts à court terme	13 262 642	11 994 167
Emprunts à long terme	3 318 223	2 675 663
Remboursements d'avances du fonds consolidé du revenu	(390 624)	(8 848)
Remboursements d'emprunts à long terme	(1 500 000)	(2 037 700)
Remboursements d'emprunts à court terme	(12 556 447)	(12 410 829)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	<u>2 133 794</u>	<u>212 453</u>
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(369 404)	(662 357)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	369 412	1 031 769
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 9)	8	369 412

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**1. Constitution, objet et financement**

Financement-Québec (la « Société ») a été instituée par la Loi sur Financement-Québec (L.R.Q., c. F-2.01) entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1999. La Société est une personne morale à fonds social, mandataire de l'État.

La Société a pour mission principale de fournir des services financiers aux organismes publics visés par sa loi constitutive. Elle les finance directement en leur accordant des prêts ou en émettant des titres de créances en leur nom. Elle les conseille en vue de faciliter leur accès au crédit et de minimiser leurs coûts de financement et, à cette fin, élabore des programmes de financement. Elle peut également gérer les risques financiers de ces organismes, notamment les risques de trésorerie et les risques de change. La Société peut, en outre, fournir aux organismes publics des services techniques en matière d'analyse et de gestion financière.

La Société impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux encourus par la Société sur les emprunts effectués. La Société impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Le niveau de frais imputés est soumis à l'approbation du gouvernement.

Financement-Québec émet des titres de créance qui sont garantis par le gouvernement du Québec.

Financement-Québec n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

2. Conventions comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations comptables et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande.

Emprunts et Avances du fonds consolidé du revenu

Les emprunts et avances du fonds consolidé sont comptabilisés au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime sur la durée de chaque titre selon la méthode de l'amortissement linéaire, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

Conversion des devises

Les emprunts libellés en devises et remboursables en monnaie du Canada en vertu de conventions d'échange de devises sont évalués au cours du change prévu dans ces contrats.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Société présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements temporaires qui sont facilement convertibles à court terme en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de manière significative.

Instruments financiers dérivés

Financement-Québec utilise des instruments financiers dérivés dans la gestion de ses risques de change et de taux d'intérêt. Selon la politique de la Société, elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

À l'égard des transactions libellées en devises, la Société documente en bonne et due forme toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts en rattachant tous les instruments financiers dérivés utilisés dans les opérations de couverture à des actifs et des passifs spécifiques figurant au bilan ou à des flux de trésorerie. L'objectif et la stratégie de gestion du risque de change sur lesquels reposent les diverses opérations de couverture sont également documentés. Elle détermine aussi, de façon méthodique, tant lors de la mise en place de la couverture que par la suite, si les instruments dérivés utilisés dans les opérations de

couverture permettent de compenser de façon efficace les variations des justes valeurs des éléments couverts.

Les gains et les pertes réalisés sur les instruments dérivés utilisés par la Société sont portés dans l'état des résultats au même moment que ceux rattachés aux éléments d'actif ou de passif couverts.

3. Prêts

Emprunteurs

(en milliers de dollars)

	31 mars 2010	31 mars 2009
Commissions scolaires	5 453 604	4 734 271
Collèges d'enseignement général et professionnel	1 503 330	1 386 049
Établissements et agences de la santé et des services sociaux	6 920 395	5 526 629
Établissements universitaires et autres	2 973 135	2 641 858
	16 850 464	14 288 807

Échéance Année financière	31 mars 2010	31 mars 2009
2010	—	1 882 000
2011	1 836 701	364 087
2012	1 811 716	1 949 738
2013	1 801 967	1 771 971
2014	2 878 477	3 055 243
2015	4 236 989	2 704 107
2016-2035	4 284 614	2 561 661
	16 850 464	14 288 807

Les prêts venant à échéance durant l'année financière se terminant le 31 mars 2011 comprennent des prêts à court terme pour une valeur de 1 504 097 071 \$. Pour les prêts à long terme, les échéances et les taux d'intérêt sur les prêts consentis par la Société sont, sauf quelques exceptions, identiques à ceux des avances reçues du fonds consolidé du revenu et des emprunts contractés à cette fin compte tenu des conventions d'échange de devises et de taux d'intérêt, le cas échéant. Toutefois, compte tenu des sommes disponibles, la Société peut consentir de nouveaux prêts à même les remboursements sur prêts. Ces nouveaux prêts sont assortis de taux d'intérêt et d'échéances qui peuvent différer des conditions de l'avance ou de l'emprunt reçu à l'origine. Le solde des escomptes et primes sur prêts à amortir au cours des exercices subséquents est de 134 539 \$ au 31 mars 2010.

4. Placements temporaires

(en milliers de dollars)

	31 mars 2010	31 mars 2009
Billets	—	275 384
Certificats de dépôts	—	44 000
Papier commercial	—	49 980
Total	—	369 364

5. Emprunts

(en milliers de dollars)

Échéance Année financière	31 mars 2010		31 mars 2009
	Montant	Taux (%)¹	Montant
Remboursables en monnaie du Canada			
2010			2 253 888
2011	1 860 082	3,7790 à 4,2075	400 000
2012	1 900 000	4,1600 à 5,2764	1 900 000
2013	1 020 000	4,1340 à 5,0625	1 020 000
2014	3 656 000	3,1350 à 5,1230	3 656 000
2015	3 442 000	2,8175 à 4,7203	1 857 000
2016	1 809 400	3,0690 à 6,3930	1 509 400
2017	724 000	3,1310 à 3,5440	—
2035	1 276 150	4,8770 à 5,5800	590 900
	<u>15 687 632</u>		<u>13 187 188</u>
Plus :			
Conventions d'échange de devises en monnaie du Canada	782 000		782 000
Plus (moins) :			
Escomptes et primes non amortis	12 634		(15 083)
Total en monnaie du Canada	16 482 266		13 954 105

Échéance Année financière	31 mars 2010		31 mars 2009
	Montant	Taux (%)	Montant
Montant reporté	16 482 266		13 954 105
Remboursables en monnaie des États-Unis			
2013	782 000	5,3910 à 5,8200	782 000
Moins :			
Conventions d'échange de devises en monnaie du Canada	782 000		782 000
Total en monnaie des États-Unis	—		—
Total des emprunts	16 482 266		13 954 105

Note : Tous ces emprunts sont remboursables uniquement à l'échéance. Les emprunts venant à échéance durant l'année financière se terminant le 31 mars 2011 comprennent des emprunts à court terme pour une valeur de 1 460 082 347 \$. Tous les emprunts sont garantis par le gouvernement du Québec. Les emprunts à court terme portent intérêt à des taux variant de 0,17852 % à 0,47961 %.

- (1) Inclus également des emprunts à taux variable, soit au taux des acceptations bancaires de 3 mois plus un écart variant entre moins 0,45537 % et plus 1,8 %.

6. Avances du fonds consolidé du revenu

(en milliers de dollars)

Échéance Année financière	31 mars 2010		31 mars 2009
	Montant	Taux (%)	Montant
Remboursables en monnaie du Canada			
2010	—		387 350
2012	59 826	9,500	61 360
2023	145 185	9,375	146 925
	205 011		595 635
Plus :			
Primes et escomptes non amortis	4 562		6 370
Total des avances du fonds consolidé du revenu	209 573		602 005

Les montants des versements en capital à effectuer sur les avances du fonds consolidé du revenu au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

Année financière	Montant
2011	3 274
2012	60 032
2013	1 740
2014	1 740
2015	1 740

7. Instruments financiers

Financement-Québec utilise des conventions d'échange de taux d'intérêt afin de gérer les risques de taux d'intérêt relatifs à ses activités d'intermédiation financière. Les conventions d'échange de taux d'intérêt donnent lieu à l'échange périodique de paiements d'intérêts sans échange du montant nominal de référence sur lequel les paiements sont fondés, et ils sont comptabilisés à titre d'ajustement des intérêts débiteurs sur l'instrument d'emprunt y afférent. Le volume des conventions d'échange de taux d'intérêt en monnaie du Canada au 31 mars 2010 est de 14 882 millions de dollars (31 mars 2009 : 16 921 millions de dollars).

Financement-Québec utilise également des conventions d'échange de devises aux fins de gestion des risques de change auxquels l'exposent certains instruments d'emprunt libellés en devises. La Société désigne les conventions d'échange de devises comme couvertures de ses engagements fermes de payer les intérêts et le principal sur la dette libellée en devises, à défaut de quoi elle serait exposée à un risque de change. Les gains et les pertes de change sur le principal faisant l'objet de conventions d'échange sont compensés par les pertes et les gains de change correspondants sur la dette libellée en devises.

La juste valeur des éléments de l'actif et du passif de Financement-Québec au 31 mars 2010 a été évaluée en actualisant les flux de trésorerie au cours du marché pour les titres à taux fixes semblables. Les conventions d'échange de devises et de taux d'intérêt ne servent que pour fins de couverture et sont évaluées de la même façon que les éléments de l'actif et du passif.

(en milliers de dollars)

	31 mars 2010		31 mars 2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Emprunts et Avances				
Emprunts	16 482 266	16 540 589	13 954 105	14 262 810
Avances du fonds consolidé du revenu	209 573	275 601	602 005	671 293
Conventions d'échange de devises	—	237 754	—	94 463
Conventions d'échange de taux d'intérêt	—	182 165	—	401 447
Total pour les emprunts et avances	16 691 839	17 236 109	14 556 110	15 430 013
Prêts				
Total pour les prêts	16 850 464	17 439 899	14 288 807	15 067 761

La juste valeur des instruments financiers à court terme présentée dans le tableau ci-dessus ainsi que celle des autres instruments financiers correspond essentiellement à la valeur comptable compte tenu de la nature ou de l'échéance de ces instruments.

8. Capital-actions

Description

Autorisé :

1 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune.

Émis et payé :

1 000 actions : 100 000 \$

Les actions de la Société sont détenues par le ministre des Finances du Québec.

9. Flux de trésorerie

(en milliers de dollars)

	31 mars 2010	31 mars 2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	8	48
Placements temporaires	—	369 364
	8	369 412

Les intérêts payés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 610 188 002 \$ (2009 : 678 020 061 \$).

10. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES MEMBRES DE LA DIRECTION DE FINANCEMENT-QUÉBEC

Financement-Québec est gérée par un conseil d'administration de neuf membres nommés par le ministre des Finances. Le président du conseil et le président-directeur général de Financement-Québec sont désignés par le ministre des Finances. Le conseil d'administration de Financement-Québec est composé des membres suivants :

Nom	Fonction à Financement-Québec	Fonction hors de Financement-Québec
1. Bernard Turgeon	Président du conseil et président-directeur général	Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales Financement, gestion de la dette et opérations financières Ministère des Finances
2. Nathalie Parenteau	Vice-présidente du conseil, vice-présidente exécutive et secrétaire	Directrice principale du financement des organismes publics et de la documentation financière Ministère des Finances
3. Michel Beaudet	Administrateur	Directeur des opérations de trésorerie Ministère des Finances
4. Alain Bélanger	Administrateur	Directeur général du financement et de la gestion de la dette Ministère des Finances
5. Raymond Sarrazin	Administrateur	Sous-ministre adjoint à l'administration Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
6. Jean Monfet	Administrateur	Directeur général des finances municipales Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
7. Claude Ouellet	Administrateur	Directeur général adjoint du budget Ministère de la Santé et des Services sociaux
8. Jean Pronovost	Administrateur	Administrateur de sociétés
9. Vacant		

ANNEXE – CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Préambule

La mission de Financement-Québec (la « Société ») est de fournir des services financiers aux organismes publics visés par sa loi constitutive. Elle peut notamment financer directement ces organismes publics par l'octroi de prêts ou l'émission de titres de créances en leur nom. Elle les conseille en vue de faciliter leur accès au crédit et de minimiser leur coût de financement et, à cette fin, elle peut, en outre, élaborer et mettre en œuvre des programmes de financement. La Société peut également gérer les risques financiers de ces organismes, notamment les risques de trésorerie et les risques de change et elle peut de plus leur fournir toute une gamme de services techniques en matière d'analyse et de gestion financière.

Eu égard au rôle et à la mission de la Société, il apparaît légitime, tout en se conformant aux normes d'éthique et de déontologie édictées par le *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics* adopté par le gouvernement du Québec en vertu du décret 824-98 du 17 juin 1998 (le « Règlement »), que des exigences élevées d'honnêteté et de conduite soient codifiées et respectées par les membres de son conseil d'administration ainsi que par les membres de sa direction et de son personnel en vue d'assurer une gestion efficace et transparente de ses biens. Le présent *Code d'éthique et de déontologie* (le « Code ») intègre dans un même document les diverses règles applicables tout en permettant qu'elles soient connues des personnes concernées et qu'elles suscitent une sensibilisation et une conscientisation à l'égard d'un comportement intègre et responsable de la part de toute personne impliquée dans les activités de la Société.

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Définitions :

- 1.1.1 « *comité d'éthique* » signifie le comité d'éthique prévu à l'article 9 du présent Code.
- 1.1.2 « *conflit d'intérêts* » signifie toute situation réelle, apparente, potentielle ou éventuelle, dans laquelle l'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société pourrait être enclin à favoriser une personne (y compris lui-même et les personnes avec lesquelles il est lié) au détriment d'une autre, en raison du fait que cet administrateur, ce dirigeant ou cet employé détient, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans l'une de ces personnes ou dans une des personnes avec lesquelles cette personne est liée directement ou indirectement. Toute situation susceptible d'affecter la loyauté, l'intégrité ou le jugement est également assujettie à la présente définition.
- 1.1.3 « *dirigeant* » signifie le président du conseil, le président-directeur général, le vice-président du conseil, le vice-président exécutif, le vice-président aux finances et le secrétaire de la Société ainsi que tout titulaire de charges administratives.
- 1.1.4 « *employé* » signifie toute personne faisant partie de l'effectif de la Société que ce soit sur une base plein temps ou temps partiel, à titre permanent ou temporaire.
- 1.1.5 « *filiale* » est la personne morale dont la Société détient plus de 50% des droits de vote afférents à toutes les actions émises et en circulation de cette personne morale ou la société dont elle détient plus de 50% des parts. Est également une filiale de la Société, toute personne morale ou société dont elle peut élire la majorité des administrateurs.
- 1.1.6 « *information confidentielle* » signifie toute information ayant trait à la Société, de nature stratégique ou de direction, ou toute information qui n'est pas connue du public et qui, si elle était connue d'une personne qui n'est pas un administrateur, dirigeant ou employé, serait susceptible de lui procurer un avantage quelconque ou de compromettre la réalisation d'une opération dans laquelle la Société est impliquée.

1.2 Champ d'application

- 1.2.1 Les dispositions du présent Code s'appliquent aux membres du conseil d'administration de la Société, à ses dirigeants et à ses employés.

1.3 Directives

- 1.3.1 Les dispositions du présent Code n'excluent d'aucune façon l'élaboration, dûment autorisée, de directives ou règles additionnelles ou plus spécifiques à certaines situations.

2. PRINCIPES FONDAMENTAUX

2.1 Information confidentielle

2.1.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société doit respecter la confidentialité des informations auxquelles il peut avoir accès et ne doit la communiquer qu'aux personnes autorisées à les connaître; en outre ces informations ne doivent pas être utilisées par l'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société pour son avantage personnel ou celui d'autres personnes.

2.2 Conflit d'intérêts

2.2.1 Afin que son honnêteté et son impartialité soient au-dessus de tout soupçon, l'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société doit éviter de se trouver dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions.

2.3 Loyauté, honnêteté et intégrité

2.3.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société doit agir avec loyauté, honnêteté et intégrité.

2.4 Utilisation des ressources

2.4.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société doit utiliser les ressources dont il dispose conformément aux fins pour lesquelles elles sont destinées et en respectant les politiques et directives émises quant à leur utilisation.

2.5 Illégalité

2.5.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société ne peut participer de quelque manière que ce soit à des opérations illicites ou susceptibles d'être perçues comme telles.

3. TRAITEMENT DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE

3.1 Champ d'application

3.1.1 Les dispositions du présent article 3 s'appliquent à l'administrateur, au dirigeant ou à l'employé de la Société dans l'exécution de ses fonctions de même que lorsqu'il est appelé à représenter la Société ou l'une de ses filiales ou à agir en son nom avec une personne morale ou société dans laquelle la Société détient un intérêt et qui est susceptible de ce fait d'avoir accès à de l'information confidentielle. Les obligations du présent article 3 quant à la protection de l'information confidentielle ou aux restrictions quant à son usage subsistent après l'expiration du mandat de l'administrateur ou du dirigeant de la Société ainsi qu'après la cessation d'emploi de l'employé de la Société.

3.2 Protection de l'information confidentielle

3.2.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

3.3 Utilisation de l'information confidentielle

3.3.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société qui possède de l'information confidentielle doit s'abstenir de communiquer ou d'utiliser telle information à moins que cela ne rencontre les fins pour lesquelles elle lui a été fournie. Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un administrateur, un dirigeant ou un employé représentant ou lié à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ni de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration de la Société exige le respect de la confidentialité.

3.3.2 En cas de doute sur la divulgation d'une information confidentielle, il appartient à l'administrateur, au dirigeant ou à l'employé de la Société d'obtenir les avis juridiques requis.

3.4 Mesures de protection de l'information confidentielle

- 3.4.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société doit prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la confidentialité de l'information, notamment :
- 3.4.1.1 en ne laissant pas à la vue de tiers non concernés les documents contenant telle information;
 - 3.4.1.2 en prenant des mesures appropriées pour assurer la protection matérielle des documents contenant telle information;
 - 3.4.1.3 en utilisant des appareils réservés à cette fin pour la reproduction ou la transmission de telle information;
 - 3.4.1.4 en prenant des mesures appropriées pour disposer des documents contenant telle information, tels le déchiquetage et l'archivage;
 - 3.4.1.5 en n'accordant pas d'entrevue qui concerne directement ou indirectement les affaires de la Société sans en avoir été préalablement autorisé par un membre du comité d'éthique;
 - 3.4.1.6 en identifiant sur les divers documents appelés à circuler le fait qu'ils contiennent de l'information confidentielle qui doit être traitée en conséquence;
 - 3.4.1.7 en faisant remise à la Société des documents contenant l'information confidentielle lors de la cessation de ses fonctions.
- 3.4.2 En cas de divulgation d'information confidentielle par inadvertance, l'administrateur, le dirigeant ou l'employé concerné doit en faire rapport au président du conseil d'administration qui recommandera les mesures estimées nécessaires.

3.5 Divulgence de l'information confidentielle après mandat

- 3.5.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la Société, ou un autre organisme ou entreprise avec lequel il avait des rapports directs importants au cours de l'année qui a précédé la fin de son mandat.
- 3.5.2 Il est interdit à l'administrateur, au dirigeant ou à l'employé de la Société, dans l'année qui suit la fin de ses fonctions, d'agir au nom ou pour le compte d'autrui relativement à une procédure, à une négociation ou à une autre opération à laquelle la Société est partie et sur laquelle il détient de l'information non disponible au public.

4. PRIORITÉ DES FONCTIONS

4.1 Neutralité et réserve

4.1.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société doit prendre les mesures requises afin de maintenir constamment son impartialité dans l'exécution de ses tâches ou responsabilités. À cet égard, l'administrateur, le dirigeant ou l'employé doit prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations politiques partisans et doit faire preuve de réserve dans la manifestation publique de ses opinions politiques.

4.1.2 De plus, l'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société qui a l'intention de présenter sa candidature à une charge publique électorale doit se soumettre aux règles édictées au Chapitre III du *Règlement*.

4.2 Exclusivité

4.2.1 L'employé de la Société doit exercer ses fonctions de façon exclusive sauf si l'autorité qui l'a nommé ou désigné le nomme ou le désigne aussi à d'autres fonctions. Dans un tel cas, l'employé concerné doit déclarer, par écrit, telles activités au conseil d'administration de la Société.

4.3 Respect du présent Code

4.3.1 L'exercice d'activités extérieures par un administrateur, un dirigeant ou un employé de la Société ne doit pas être susceptible de créer une contravention aux règles édictées par le présent Code; en cas de doute, l'administrateur, le dirigeant ou l'employé concerné doit consulter le comité d'éthique, lequel peut faire toute recommandation à cet égard.

5. CONFLITS D'INTÉRÊTS

5.1 Conflits d'intérêts

5.1.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société doit éviter de se trouver dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations découlant de ses fonctions. Il doit notamment dénoncer par écrit, au comité d'éthique, toute situation où il est raisonnablement possible de croire à une telle situation ainsi que tout intérêt direct ou indirect qu'il a dans un organisme, une entreprise ou une association susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il peut faire valoir contre la Société, en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur. De plus, il doit respecter, s'il y a lieu, toute directive fixée en application du présent Code.

5.2 Affaires personnelles

5.2.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société doit, dès son entrée en fonctions, régler ses affaires personnelles de façon à éviter toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts.

5.3 Situations interdites

5.3.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société ne peut, sous peine de révocation, avoir un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette révocation n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence.

5.3.2 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société qui a un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Société doit, sous peine de révocation, dénoncer par écrit cet intérêt au comité d'éthique et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute délibération du conseil d'administration de la Société et à toute décision portant sur l'organisme, l'entreprise ou l'association dans lequel il a cet intérêt. Toutefois, il est permis à l'administrateur ou au dirigeant de la Société de se prononcer sur des mesures d'application générale relatives aux conditions de travail au sein de l'organisme ou de l'entreprise par lesquelles il serait aussi visé.

6. CADEAUX, MARQUES D'HOSPITALITÉ OU AUTRES AVANTAGES

- 6.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage pouvant avoir un effet dans l'exécution de ses responsabilités ou qui serait susceptible de porter préjudice à la crédibilité de la Société.
- 6.2 Toutefois, tout cadeau, marque d'hospitalité ou avantage de nature symbolique et de valeur modeste peut être accepté par l'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société. Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur ou à la Société.

7. LOYAUTÉ, HONNÊTETÉ ET INTÉGRITÉ

- 7.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société ne doit pas confondre les biens de la Société avec les siens et ne peut les utiliser à son profit ou au profit de tiers.
- 7.2 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.
- 7.3 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi.
- 7.4 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au service de la Société.

8. PROCESSUS DISCIPLINAIRE

8.1 Principes de base

- 8.1.1 Chaque administrateur, chaque dirigeant et chaque employé de la Société s'engage à prendre connaissance et à respecter le présent Code de même que toute directive ou instruction particulière qui pourrait lui être remise quant à son application. Un exemplaire du Code et du Règlement est remis à chacune des personnes visées par le présent Code lors de son entrée en fonctions.
- 8.1.2 En cas de doute sur la portée ou l'application de l'une ou l'autre des dispositions du présent Code et du Règlement, il appartient à l'administrateur, au dirigeant ou à l'employé de la Société de consulter les membres du comité d'éthique.

8.1.3 Le présent Code et le Règlement s'appliquent à tout administrateur, à tout dirigeant et à tout employé de la Société pendant toute la période de l'exercice de ses fonctions et, dans certaines circonstances, après la cessation de ses fonctions.

8.2 **Autorité**

8.2.1 Le comité d'éthique doit s'assurer du respect des principes d'éthique et des règles de déontologie par l'administrateur, le dirigeant et l'employé de la Société; il est l'autorité compétente pour agir à l'égard de tout administrateur, de tout dirigeant ou de tout employé de la Société qui contrevient audits principes et règles.

8.3 **Sanctions**

8.3.1 L'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société à qui l'on reproche des manquements à l'éthique ou à la déontologie peut être relevé provisoirement de ses fonctions, avec rémunération, afin de permettre la prise d'une décision appropriée dans le cas d'une situation urgente nécessitant une intervention rapide ou dans un cas présumé de faute grave.

8.3.2 Le comité d'éthique informera l'administrateur, le dirigeant ou l'employé concerné des manquements reprochés ainsi que de la sanction qui peut lui être imposée. L'administrateur, le dirigeant ou l'employé concerné pourra, dans les sept jours, fournir au comité d'éthique ses observations ou, s'il le demande, être entendu à ce sujet.

8.3.3 Sur conclusion que l'administrateur, le dirigeant ou l'employé de la Société a contrevenu à la loi, au Règlement ou au présent Code, le comité d'éthique lui impose une sanction qui peut être la réprimande, la suspension sans rémunération d'une durée maximale de trois mois ou la révocation. Toute sanction imposée à l'administrateur, au dirigeant ou à l'employé de la Société, de même que la décision de le relever provisoirement de ses fonctions, doit être écrite et motivée.

9. COMITÉ D'ÉTHIQUE

9.1 Formation et composition

9.1.1 Un comité d'éthique est formé par le conseil d'administration de la Société qui en désigne les membres sur recommandation du président du conseil, en cas de besoin.

9.2 Mandat

9.2.1 Le comité d'éthique est habilité à émettre toute recommandation à l'égard de tout sujet qui est inclus dans le présent Code ou qui résulte de son application.

9.3 Règles de fonctionnement

9.3.1 Le comité d'éthique est composé de trois (3) membres désignés par le conseil d'administration de la Société.

9.3.2 Le président ainsi que le secrétaire du comité d'éthique sont désignés par le conseil d'administration de la Société.

9.3.3 Les réunions du comité d'éthique sont convoquées par le secrétaire à la demande du président du comité d'éthique ou de celle du président du conseil d'administration de la Société.

9.3.4 Le comité d'éthique se réunit périodiquement en fonction des besoins.

9.3.5 L'ordre du jour des réunions du comité d'éthique est établi par son président à partir des propositions qui lui sont transmises par tout membre du comité d'éthique; l'ordre du jour est soumis aux membres du comité d'éthique au début de chaque réunion et chacun des membres peut y proposer des modifications avant qu'il ne soit adopté.

9.3.6 Le quorum aux réunions du comité d'éthique est de deux (2) membres.

9.3.7 Le comité d'éthique peut tenir une réunion par conférence téléphonique ou fournir des avis suite à une consultation, verbale ou écrite, faite auprès de chacun de ses membres. Dans le cas d'une consultation verbale, le secrétaire doit en consigner la teneur par écrit.

9.3.8 Le secrétaire du comité d'éthique est chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du comité d'éthique.

9.4 Rôle du conseil d'administration

- 9.4.1 Le conseil d'administration de la Société reçoit périodiquement un rapport sur les activités du comité d'éthique.
- 9.4.2 Le conseil d'administration de la Société peut en tout temps examiner toute situation visée par le présent Code et recommander au comité d'éthique toute mesure à appliquer au regard de cette situation.
- 9.4.3 Le conseil d'administration de la Société peut en tout temps réviser ou donner son avis à l'égard de toute sanction imposée par le comité d'éthique suite à une contravention au présent Code.
- 9.4.4 Toute situation qui implique un membre du comité d'éthique est soumise au conseil d'administration de la Société.

